



La Lettre CGT du Conseil d'Administration

N° 137

Résultats financiers 3^{ème} trimestre: objectifs atteints !

Il faut vite prendre à contre-pied la crise par l'emploi, le salaire, l'investissement...

Compte-rendu de mandat

Le secteur des télécoms serait-il épargné par la crise? Les bons résultats financiers du 3^{ème} trimestre, salués par les analystes, montrent pour l'instant une résistance à la récession économique malgré des signaux négatifs en Espagne et dans certains pays émergents. Si nous devons nous en réjouir, le pire serait de penser que nous serions étanches à la récession économique annoncée.

Deux stratégies sont alors possibles :

□ L'une, conservatrice, vise à faire le gros dos en espérant que l'orage nous épargne, flatter les actionnaires par une rémunération garantie, utiliser le personnel comme variable d'ajustement et freiner encore plus les investissements.

□ L'autre dynamique consisterait à profiter d'une fenêtre de tir en s'engageant à soutenir la relance économique à partir de l'emploi, des salaires, de l'investissement.

On aura vite compris que la première option est privilégiée par nos dirigeants.

En faisant le choix de réserver au minimum un dividende 2008 de 1,30 cts d'euros par action, soit environ 3,7 milliards d'€ environ ou 20 000 € par salarié du Groupe, nous gâchons une opportunité de favoriser la reprise économique qui ne pourra venir que par « l'économie réelle », c'est-à-dire l'emploi, le salaire, l'investissement, la formation, la R&D...

Le Groupe a les capacités financières, contrairement à d'autres secteurs, pour changer de cap. Mais en ne comblant pas les 4512 emplois disparus dans le Groupe entre septembre 2007 et septembre 2008, en ne garantissant pas le maintien du pouvoir d'achat des salariés pour 2008, en reportant les investissements FTTH à une voire deux années, comment s'étonner que la crise se poursuive et s'amplifie !

Que les actionnaires exigent des taux de rentabilité nettement supérieurs au taux de croissance mène à des situations économiquement insoutenables.

Il y a donc besoin de nouvelles régulations pour une stratégie de développement économique et social. La reprise ne viendra donc pas de la rémunération des actionnaires mais plutôt par une recherche d'anticipation des besoins de la société en matière de communication pour ce qui nous concerne.

Le Plan Besson et ses 154 actions pouvaient laisser penser à une rupture. Il n'en est rien. Les recettes sont les mêmes, lancer des idées tout en laissant l'initiative privée et la concurrence.

Or les élus locaux constatent que la concurrence en matière de télécommunications ne permet pas de répondre aux besoins collectifs, les opérateurs renonçant à une politique d'investissement qui réponde aux besoins non immédiatement solvables.

La crise financière montre où mène la concurrence à tout crin et la recherche d'une rentabilité à court terme au seul profit des actionnaires.

Il faut maintenant renverser la logique et replacer le droit à la communication au centre des préoccupations des entreprises du secteur des télécommunications.

Le droit à la communication passe par une appropriation publique des activités de télécommunications, garante d'une politique cohérente d'aménagement du territoire, d'une démocratisation des entreprises, de droits nouveaux d'intervention des salariés, des élus, des consommateurs et d'un financement du service public de la communication pour la réponse aux besoins.

Jean Michel GAVEAU Administrateur CGT

Pourquoi faut-il relancer les investissements réseaux?

Des études convergent sur le fait que la croissance de l'activité du secteur des télécoms résistera plus à la récession du fait des besoins vastes et grandissants en matière de communication. L'outil « box » et le système de tarification forfaitaire sur des offres triple-play, bientôt quadruple-play, assureraient des revenus réguliers et difficiles à résilier.

Les seules incertitudes seraient les services et tarifs optionnels sur lesquels l'abonné peut réduire sa facture. Les dirigeants FT/Orange font pourtant le pari d'assurer la croissance par la commercialisation d'offres de contenus (films, jeux, sports,...)

Les nouveaux usages qui émergent autour du haut puis très haut débit filaire comme radio seraient confirmés comme des relais de croissance que s'ils permettent à un maximum d'utilisateurs et pour un coût moindre d'en bénéficier et si les réseaux sont adaptés à la demande.

Plusieurs questions pouvant contrarier ces études un peu optimistes:

1. Le risque est que les prestataires de services et de contenus ne commercialisent que des produits à haute valeur ajoutée et abandonnent toute prestation très utile pour assurer un lien social ou économique mais chère à mettre en œuvre ou peu rémunératrice.
2. Si l'accès à l'offre de base triple-play comme mobile sont parmi les moins chers des principaux pays matures, la facture globale est en constante augmentation du fait de nombreuses prestations hors forfait. Jusqu'où un abonné acceptera-t-il de payer ou tout simplement pourra-t-il payer ?
3. La réussite d'un produit n'est assurée que si géographiquement un maximum d'utilisateurs peut en bénéficier. Les dirigeants FT/Orange freinent l'évolution FTTH, plus chère à court terme et privilégie l'offre satellitaire. En reportant les investissements lourds FTTH, nous nous rendons dépendants d'un tiers et d'une technologie à risque (satellites). N'oublions pas qu'Eutelsat est détenu principalement par des Fonds anglo-saxons. La logique voudrait que France Télécom rachète des parts de ce spécialiste que nous avons vendu pour garder la maîtrise de son réseau. Aucun signe en ce sens.

Conclusion :

Le nombre de Groupes intégrés par pays dans le cadre du maintien de la concurrence ne dépassera pas 3 ou 4 acteurs par pays, sans doute moins puisque les fusions s'accélèrent. Il est illusoire de penser que tous les opérateurs vont construire leur réseau FTTH.

Il faut donc se rendre à la raison. La mutualisation des réseaux dans le cadre d'une appropriation

publique des activités des télécoms reste la seule solution viable.

France Télécom, là où il est opérateur historique, devrait anticiper en investissant massivement sur les réseaux FTTH et radio sur l'ensemble du territoire pour prouver que ce modèle économique est viable et rentable. En rechignant, nous ouvrons la porte à un démantèlement réseaux & services avec de douloureuses conséquences.

Pourquoi l'emploi et le salaire doivent être les priorités ?

Le bilan Next/Art et tous ses dérivés ont eu pour conséquences de transformer le Groupe en une machine à « cash » et affaiblir l'outil historique et industriel.

22 000 départs à confirmer pour fin 2008, principalement issus des métiers de réseaux, logistiques, RH, R&D, mais aussi des métiers commerciaux... Quelques recrutements mais un déficit total Groupe prévu de 17 000 emplois sur 3 ans.

Des mobilités à marche forcée vers les métiers commerciaux et des recrutements de salariés surdiplômés mais en situation de précarité, une externalisation touchant tous les métiers, tous les secteurs d'activités du Groupe entraînant une perte de connaissances et des compétences.

Une rémunération de plus en plus aléatoire basée sur les résultats de l'entreprise et donc remis en cause chaque année (intéressement, participation, rémunération globale), chaque mois (PVV), un pouvoir d'achat non maintenu sur le salaire de base.

La crise capitaliste découle de la logique de financiarisation des entreprises qui mobilise les richesses de l'entreprise vers la spéculation et les revenus financiers, au détriment de l'emploi et des salaires.

Ce tableau d'après les résultats financiers annuels 2007 démontre les dérives et les excès de la financiarisation. Il démontre les possibles champs d'intervention pour remettre l'entreprise sur des critères sociaux.

	Millions d'€
Dividendes versés 2007	3 648
Frais financiers liés à la dette	2 521
CAPEX Investissements	6 979
salaires + cotis sociales Groupe	8 767
Achats externes dont s/traitance	7 179
Nombre de salariés ETP Groupe	183 799

Ces 6 critères déterminent principalement les variables d'ajustement possibles des décideurs.

Selon les rapports de force, les choix stratégiques du Groupe peuvent évoluer.